



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget : services extérieurs

Question écrite n° 79097

Texte de la question

M. Daniel Boisserie appelle l'attention de M. le ministre des finances et des comptes publics sur l'évolution organisationnelle de l'administration douanière. Alors que la saisine historique de 2,2 tonnes de cocaïne au large de la Martinique met en lumière l'expertise des douanes françaises, les inquiétudes concernant les orientations du projet stratégique des douanes (PSD) se font jour. En effet, les syndicats dénoncent l'absence d'étude d'impact préalable et le démantèlement du maillage territorial du service public douanier. Pourtant, celui-ci se justifie pleinement compte-tenu de l'ensemble du spectre de missions régaliennes et stratégiques que cette administration remplit. Ainsi, dans la lutte contre les narcotrafics, la concentration des services sur les grands axes n'aura pour incidence que de déporter la criminalité organisée sur le réseau secondaire. D'autre part, dans la régulation des échanges, les services fournissent un conseil de proximité aux acteurs économiques. Les agents des douanes réclament donc dans l'attente d'une revue de leurs missions et des diagnostics de la délinquance douanière, le gel de la suppression des effectifs et la mise en place d'un moratoire sur la suppression des implantations. Enfin, ils s'étonnent que les créations d'emplois qui étaient annoncées à la DGDDI et au service Tracfin dans le cadre du plan de lutte contre le terrorisme n'aient pas fait l'objet d'un décret d'avance pour l'exercice budgétaire 2015. Alors que les flux de toute nature sont en constante augmentation, il lui demande ainsi de bien vouloir faire la lumière sur les orientations stratégiques en matière de politique des ressources humaines au sein de la DGDDI.

Données clés

Auteur : [M. Daniel Boisserie](#)

Circonscription : Haute-Vienne (2^e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 79097

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Économie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 mai 2015](#), page 3355

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)